

« Vers une mobilité bas carbone » : quelles conséquences tirer de la crise sanitaire ?

Dans leurs travaux publiés en juillet 2019 (Vers une mobilité bas carbone - cahier IESF n° 33- https://www.iesf.fr/offres/doc_inline_src/752/Cahier_33_Vers-Une-Mobilite-bas-Carbone.pdf) les comités Energie et Transports de la Société des Ingénieurs et Scientifiques de France avaient tenté d'apprécier les possibilités d'accélérer la transition énergétique de la mobilité à court ou moyen terme, selon les territoires denses ou peu denses, les technologies de motorisation disponibles et les moyens de transport envisageables. Deux orientations importantes ressortaient de leurs préconisations : d'abord le développement massif des véhicules tout électriques dans les territoires périurbains et ruraux où la voiture individuelle restera indispensable à la vie locale des habitants ; ensuite l'amélioration du cadre de vie et des services de proximité dans ces territoires, afin de limiter les kilomètres automobiles nécessaires au quotidien.

La crise actuelle les renforce dans cette idée de résilience et d'adaptation permanente des processus industriels et des modes de vie territoriaux. La démarche qu'ils ont proposée trouve tout son sens à la lumière des priorités d'action qui devraient s'imposer en sortie de crise :

- Relancer l'économie, en utilisant tous les moyens technologiques aujourd'hui disponibles : par exemple, la diffusion massive de véhicules à faible empreinte carbone et l'utilisation des systèmes numériques pour faciliter les déplacements, et surtout en limiter la nécessité...
- Faciliter la transition énergétique et climatique par des mesures immédiatement réalisables, sélectionnées dans tous les secteurs de l'économie et de la vie sociale : notamment les mesures d'organisation ayant pour effet de limiter la nécessité de déplacements longs et coûteux pour l'économie et pour l'environnement. Le télétravail a montré au cours de la crise tout son intérêt
- Renforcer la capacité d'adaptation et de résilience des infrastructures et services essentiels (santé, alimentation, transport et logistique...) dans les situations de crise de toute nature (sanitaire, sociale, technique, financière...) en limitant notamment la dépendance des approvisionnements et l'éloignement des services de la vie quotidienne, à différentes échelles géographiques.

L'expérience de la crise sanitaire a révélé la capacité de la population à adapter au quotidien ses pratiques sociales et à expérimenter sur une large échelle certaines préconisations ou de nouvelles pratiques des entreprises concernant à la fois leur organisation et leur champ d'activités. Ces constatations sont un encouragement à entreprendre avec une ambition accrue la démarche qui avait été esquissée vers une mobilité « bas carbone ». Les comités Energie et Transports sont décidés à poursuivre activement leurs réflexions dans ce sens. Toutes les bonnes volontés sont les bienvenues pour y contribuer.